MALI : LE DIFFICILE MÉTIER D'AVOCAT AU CŒUR DES INTERROGATIONS SUR L'INDÉPENDANCE DE LA JUSTICE

MALI
2006
L'information est l'oxygène des temps modernes MARDI 01 SEPTEMBRE 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Niger : Le putsch est-il vraiment terminé ?



Refondation de l'État : Bandiougou Danté réaffirme la place stratégique des médias dans les grandes réformes



Après la tentative d'attaque contre le commissariat de Kignan : L'armée frappe plusieurs regroupements armés

Sommaire

P.04



P.24



P.16



UNE / Niger : Le putsch est-il vraiment terminé ? P 04

BRÈVES /
- Mali : 260 enfants bénéficient du statut de Pupilles de la Nation et de l'État P 12
- Mali : le difficile métier d'avocat au cœur des interrogations sur l'indépendance de la justice P 12
- 21e Sommet extraordinaire de l'Union africaine : Tiémoko Meyliet Koné appelle à s'attaquer aux causes profondes des conflits P 13
- Union africaine : Mahmoud Ali Youssouf salue l'engagement de João Lourenço en faveur de la paix P 14

ACTUALITÉ /
- Après la tentative d'attaque contre le commissariat de Kignan : L'armée frappe plusieurs regroupements armés P 16
- Fonction publique des Collectivités territoriales : 19 732 candidats en compétition pour 684 postes d'enseignants P 18

POLITIQUE /
- Paix au Sahel : Les femmes veulent passer du rôle de victimes à celui d'actrices des solutions P 20
- Gestion publique : Le Mali révise sa politique axée sur les résultats pour une Administration plus performante P 22
- Refondation de l'État : Bandiougou Danté réaffirme la place stratégique des médias dans les grandes réformes P 24

CULTURE & SOCIETÉ / Promotion des langues nationales : Elie Coulibaly présente « 1000 proverbes du terroir bamanan » au Premier ministre P 27

INTERNATIONAL /
- Union africaine : La Sierra Leone plaide pour un financement accru de la paix et de la sécurité P 28
- Sénégal : Aminata Touré assume sa fidélité à Diomaye et récuse toute responsabilité dans la brouille avec Sonko P 30
- Japon : À qui profite la mascarade de Mme Takaichi au sanctuaire de Yasukuni ? P 31
- Sommet de l'OCS 2026 : Renforcer les liens pour plus de stabilité et de solidarité P 33

SPORT / Tournoi UFOA-A U17 : Le Mali connaît désormais son calendrier pour la course à la CAN P 36

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : amplkile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- Gérant : Moctar Saw
- Rédacteur en Chef :
- Rédaction Générale : Moctar Saw, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- Service Commercial : Youssouf Diarra
- Secrétariat : Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Niger : Le putsch est-il vraiment terminé ?



Après la bataille de Niamey, les fractures de l'armée et l'intervention russe ouvrent une nouvelle zone d'incertitude

La tentative de renversement du pouvoir du général Abdourahamane Tiani a officiellement échoué. Mais derrière le retour apparent au calme à Niamey se pose désormais une question autrement plus préoccupante : la crise est-elle réellement terminée ? Les événements des 28 et 29 août 2026 ont révélé des fractures au sein de l'appareil militaire nigérien et confirmé le poids désormais déterminant de la Russie dans la survie des régimes militaires du Sahel.

La mutinerie était sérieuse. Des militaires ont attaqué plusieurs sites stratégiques, notamment la base aérienne 101 et le secteur présidentiel. Pendant plusieurs heures, le contrôle de la plateforme aéroportuaire a échappé aux forces loyalistes.

Plus préoccupant encore pour le pouvoir, plusieurs sources concordantes font état d'hésitations, voire de refus de certaines unités de participer à l'assaut contre les mutins. L'épisode suggère que le mécontentement ne se limite peut-être pas aux seuls militaires ayant directement participé à la tentative de putsch.

Le tournant est intervenu avec l'engagement de l'Africa Corps russe aux côtés de la Garde présidentielle. Les forces russes ont contribué de manière décisive à la reprise de la base aérienne 101 et à la neutralisation de la mutinerie.

Cette intervention pose une question politique majeure.

Le pouvoir de Niamey, qui a fait de la souveraineté nationale l'un des piliers de son discours depuis juillet 2023, a dû compter sur des forces étrangères pour faire face à une rébellion provenant de sa propre armée.

Après les événements survenus au Mali en avril 2026, l'épisode nigérien renforce ainsi l'image d'une Russie devenue non seulement un partenaire militaire dans la lutte antiterroriste, mais également un

acteur essentiel de la protection des pouvoirs sahéliens en place.

C'est désormais l'une des interrogations qui alimentent les spéculations.

Si le régime demeure en place et si les autorités affirment contrôler la situation, la localisation exacte du général Abdourahamane Tiani après les affrontements reste entourée d'une grande discrétion.

Des informations non officiellement confirmées évoquent des mesures particulières de sécurité concernant plusieurs hautes personnalités. D'autres font état d'un éventuel déplacement de l'ancien président Mohamed Bazoum, détenu depuis le coup d'État de juillet 2023.

En l'absence de confirmation officielle ou de preuves indépendantes, ces informations doivent toutefois être considérées avec prudence.

La crise intervient à un moment particulièrement symbolique pour la Confédération des États du Sahel.

Quelques jours seulement avant la mutinerie, Niamey accueillait les travaux du Parlement confédéral. Le président du Conseil national de Transition du Mali, le Général de Corps d'Armée Malick Diaw, y participait aux côtés de ses homologues burkinabè et nigérien.

Le 25 août, Tiani avait d'ailleurs reçu Malick Diaw, Ousmane Bougouma et Mamoudou Harouna Djingarey. Il les avait exhortés à rester soudés afin de consolider l'AES comme espace de sécurité et de développement.

Ironie du calendrier : quelques jours plus tard, la sécurité du pouvoir nigérien était directement menacée.

À ce stade, aucune déclaration personnelle publique majeure du président malien Assimi Goïta sur ces événements ne s'impose dans les sources consultées.

La réaction officielle est surtout venue de la Confédération AES. Dans son communiqué, celle-ci parle d'une « entreprise de déstabilisation » et réaffirme son soutien aux institutions nigériennes, tout en saluant la loyauté des forces restées fidèles au pouvoir.

Cette solidarité politique est importante, mais les événements de Niamey posent désormais une question plus profonde à l'AES : jusqu'où va réellement la solidarité militaire entre ses trois États lorsque l'un des régimes est directement menacé de l'intérieur ?

Une mutinerie terminée, une crise ouverte

Militairement, la tentative de putsch semble avoir été mise en échec. Politiquement, cependant, l'affaire pourrait être loin d'être terminée.

Le problème majeur n'est plus seulement de savoir qui contrôlait la base aérienne 101 samedi soir.



Il consiste à mesurer l'ampleur du malaise au sein des forces armées nigériennes.

Si les informations faisant état d'un mécontentement dépassant les seuls mutins se confirmaient, le général Tiani aurait remporté une bataille sans nécessairement résoudre la crise.

Car une mutinerie peut être neutralisée par la force. Une fracture profonde au sein d'une armée est beaucoup plus difficile à refermer.

Moctar Sow

-Ahmadou Hamzah Bâ

Et voilà tranquillement le ministre Moussamoise Sylla à l'œuvre : pendant que ses détracteurs parlent, son département avance

Pendant que certains de ses détracteurs s'agitent sur les réseaux sociaux et cherchent à alimenter la polémique autour de son action, le ministre Moussa Moïse Sylla poursuit tranquillement sa mission aux côtés du Président Mamadi Doumbouya . Ce lundi, le ministre de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat a présidé le Conseil de cabinet de son département, entouré de ses cadres, avec un agenda consacré à plusieurs dossiers stratégiques. Loin des querelles et des attaques, Moussa Moïse Sylla affiche ainsi une méthode fondée sur le travail, la coordination et surtout la recherche de résultats, en cohérence avec les orientations du chef de l'État.

Parmi les dossiers majeurs examinés figure le projet de Panthéon national de Guinée, dont la conception a été réorientée à l'initiative du ministre afin de lui donner une véritable dimension nationale. Il ne s'agit plus seulement d'un espace associé à une figure de l'histoire du pays, mais d'un projet destiné à honorer les grandes personnalités et les héros nationaux à travers des stèles et des espaces dédiés. Cette démarche s'inscrit dans le Programme national d'inventaire, de numérisation et de documentation du patrimoine. À travers ce chantier, le ministre entend contribuer à la préservation de la mémoire collective et à la valorisation du patrimoine guinéen, conformément à la vision portée par le président Mamadi Doumbouya.

Autre preuve de cette dynamique, le travail engagé autour du Code du tourisme. Seize textes d'application, dont cinq projets de décrets et plusieurs arrêtés, sont désormais prêts à entrer dans le circuit administratif. Ils concernent notamment l'aménagement touristique du littoral, des lacs, des berges, des parcs nationaux et des réserves naturelles, mais aussi les zones d'intérêt touristique et les activités exercées par voie numérique. Moussa Moïse Sylla a salué le travail accompli tout en appelant à accélérer le processus. Il a également demandé un suivi rapproché des projets structurants du département, avec des calendriers de lancement précis dès septembre. Une manière concrète de traduire en actes l'exigence de résultats qui constitue l'un des marqueurs de l'action du gouvernement.

À ceux qui tentent de réduire son action aux commentaires et aux polémiques, Moussa Moïse Sylla semble répondre par le travail. Accueil du nouveau Secrétaire général, suivi des services, accélération des textes, valorisation du patrimoine, préparation des grands projets et renforcement de la coopération internationale, le ministre maintient le cap. En clôturant le Conseil de cabinet, il a appelé ses cadres à « resserrer les rangs », à renforcer la coordination et à maintenir le rythme. Un message qui résume sa ligne de conduite : rester concentré sur sa mission et accompagner, avec ses équipes, la mise en œuvre de la vision du président Mamadi Doumbouya. Pendant que les détracteurs commentent, le ministère, lui, travaille.



- Hamed Salif Camara

Message de soutien à Moussa MARA

Cher frère Moussa, Monsieur « tiens bon »,

En ces moments d'épreuve, j'éprouve le besoin de t'écrire, de témoigner en ta faveur, non seulement en tant qu'ami et frère, mais aussi comme témoin privilégié de ton parcours depuis notre jeunesse.

Je me souviens encore de nos années au lycée Askia. Lorsque les grèves vides et bruyantes secouaient les classes, toi, tu choisissais la bibliothèque, fidèle à ton amour du savoir. Tout mince, sérieux, appliqué, juché sur ta Yamaha bleue 125, tu étais déjà l'image de la constance et de la discipline même en conduisant cette imposante DT.

Au sport également, tu abordais chaque exercice avec rigueur. C'est à ce moment que j'ai compris que tu étais promis à une trajectoire hors du commun.

Je me rappelle aussi de ce déjeuner en 2007, au restaurant de Tanti Aminata Dramane Traoré, que tu as offert à mes amis et moi. Au-delà de la convivialité, tu avais exprimé ton désir sincère de nous rassembler autour de la CJA (Coalition Jeunesse Actions). Ton ambition était claire : mobiliser la jeunesse pour des causes nobles et des actions utiles. Ce jour-là, j'ai mesuré combien ton leadership était tourné vers l'autre et combien tu savais inspirer ta génération. Tant de souvenirs comme celui-ci ressurgissent aujourd'hui.

En 2012, tu es venu me sortir d'une réunion des jeunes, à l'espace Bouna, pour me proposer après quelques minutes de discussion dans ta voiture de rejoindre ton équipe de campagne. Pour la première fois de ma vie, je parlais « Politique ». Tu m'as fait l'honneur d'être ton tout premier porte-parole à l'élection présidentielle. Moi, Porte Parole d'un candidat pour Koulouba. #Patisakana !

Une expérience marquante où j'ai découvert ta vision claire, ton intelligence stratégique et ta volonté sincère de servir le #Mali.

Depuis, un lien indéfectible s'est noué entre toi, moi et ma famille. Ma mère, en particulier, t'a adopté comme son fils chéri : chaque vendredi, lorsqu'elle est en France, elle s'empresse de t'appeler pour échanger bénédictions et prières ; à Bamako, ta présence à la maison est toujours source de fierté et de joie. Et lorsqu'elle te voit à la télévision, elle oblige toute la maison à suivre avec elle, répétant que « son fils chéri » est à l'écran. Elle me charge de te dire que ses prières t'accompagnent.

Plus récemment, en 2023, je me rappelle de notre rencontre inattendue dans les rues de Mina, à la Mecque. Tu étais venu saluer tes compatriotes et leur demander de prier pour le Mali. Ce geste, dans ce lieu sacré, résume ta personnalité : un homme profondément attaché à son pays, humble devant son Créateur, et toujours en quête du bien commun. Ce souvenir m'accompagne encore comme une preuve de ton engagement spirituel et patriotique indissociable.

Aujourd'hui, je le dis sans hésitation : tu es le #meilleur_homme_politique_de_notre_génération. Non seulement par ton savoir et ton intelligence, mais aussi par ton intégrité, ta constance et ton humanité.

Je sais que cette épreuve est rude, mais rappelle-toi du Prophète Youssouf, homonyme de ton père (paix sur lui), emprisonné avant d'être élevé en dignité.

Rappelle-toi aussi de la récente histoire du pays de la Téranga où patience et foi ont fini par triompher.

Arme-toi de courage, accroche-toi à la prière et multiplie le dhikr. Comme tu aimes si bien le dire à chaque fois que tu prends de mes nouvelles : « tiens bon ».

Je sais ton attachement profond à l'Islam et ta fidélité aux valeurs spirituelles. Allah ne laisse pas sans secours ceux qui se confient sincèrement à Lui. Confie toi à Allah !

Sache que nous sommes nombreux à prier Allah, le Très-Miséricordieux, de t'accorder force et sérénité, de t'aider à retrouver rapidement ta famille, et de te permettre de poursuivre ce que tu aimes le plus : Servir le Mali avec honnêteté, innovation et passion.

Sache aussi que tu n'es pas seul. Tu portes dans ton épreuve nos prières, nos bénédictions et notre fraternité.

Avec toute mon amitié et mes invocations,

Elhadj Hamed Salif CAMARA

#SoutienÀMoussaMara

#TiensBonMoussa

#FoiEtCourage

#LeMaliEnsemble

#LeadershipEtPatriotisme

#UnHommeDÉtat

#ConstanceEtEspoir

#AvecMoussaMara



- African Union

Speaking at the 21st Extraordinary African Union (AU) Summit on conflict prevention & resolution in Luanda this morning, the Chairperson of the AU Commission, H.E. Mahmoud Ali Youssouf called for urgent reform of Africa's peace & security architecture.

He observed that from Sudan & eastern DRC to Somalia, the Sahel, Libya, northern Mozambique & Madagascar, persistent crises and emerging threats, including terrorism, violent extremism, piracy, transnational crime & the mistreatment of migrants, demand stronger collective action.

«Prevention must become our priority. We need a strengthened continental early-warning system, more effective implementation of AU decisions, sustainable financing for peace operations and a fully operational Peace Fund», he said.

Chairperson Youssouf added that partnerships, including with the United Nations, must reflect Africa's realities and expectations. The implementation of UN Security Council Resolution 2719 is a legitimate and urgent call.

He also emphasised that AU's Regional Economic Communities & Regional Mechanisms remain central to preventive diplomacy. Continuous consultation among the PSC, the Commission, Member States and regional bodies is essential.

He further underscored that no single country can confront these threats alone. Solidarity, pooled resources and greater Pan-African sovereignty in peace and security are imperative, he added.

On unconstitutional changes of government, he said that the AU position remains clear: «firmness in defending AU norms, alongside dialogue and support.»

In conclusion, H.E. Mr. Youssouf said that this is a long-term undertaking requiring unwavering political, underscoring that the Summit be a Summit of choices; choices that strengthen Africa's capacity to take collective ownership of its peace & security.

Convened under the leadership of H.E João Manuel Gonçalves Lourenço, President of the Republic of Angola, & AU Champion for Peace & Reconciliation in Africa, & chaired by H.E. Évariste Ndayishimiye, President of the Republic of Burundi, the Chairperson of the African Union.

The Summit will provide an opportunity for Heads of State & Government to undertake a strategic assessment of the effectiveness of existing continental mechanisms for conflict prevention and resolution.

Read Full Speech @ https://au.int/.../speech-auc-chairperson-21st...

Voir moins

En s'exprimant lors de la 21e Assemblée extraordinaire de l'Union africaine (AU) à Luanda ce matin, le président de la Commission de l'AU, S.E. Mahmoud Ali Youssouf, a appelé à une réforme urgente de l'architecture de la paix et de la sécurité africaine.

Il a observé que, depuis le Soudan et l'Est du Congo-République, le Sahel, la Libye, le Mozambique du Nord et Madagascar, des crises persistantes et des menaces émergentes, y compris le terrorisme, l'extrémisme violent, la piraterie, la criminalité transnationale et la mauvaise traite des migrants, exigent une action collective plus forte.

S'exprimant, il a déclaré que la prévention doit devenir notre priorité. Nous avons besoin d'un système de prévention plus précis, plus efficace, à la fois pour l'AU et pour les États membres, ainsi que pour le Fonds de paix, qui est entièrement opérationnel.

Il a également souligné que les communautés économiques régionales et les mécanismes régionaux de l'AU restent centrales pour la diplomatie préventive. La consultation continue entre le PSC, la Commission, les États membres et les organismes régionaux est essentielle.

Il a souligné que la position de l'AU est claire : «la fermeté dans la défense des normes de l'AU, au même temps que le dialogue et le soutien.»

En conclusion, S.E. M. Youssouf a déclaré que cette initiative est une initiative à long terme qui nécessite une réforme inébranlable de l'architecture de la paix et de la sécurité africaine.

S'exprimant sous la direction de S.E. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, et champion de l'AU pour la paix et la réconciliation en Afrique, et présidant sous la direction de S.E. Évariste Ndayishimiye, Président de la République du Bénuïn, le président de l'AU.

La Assemblée sera une occasion pour les chefs d'État et les gouvernements de lancer une évaluation stratégique de l'efficacité des mécanismes continentaux de la paix et de la sécurité.



- Senegal7

Mouhamadou Makhtar Cissé, Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, a effectué une visite de travail à la Direction de l'Autonomisation du Fichier (DAF), ce 31 août 2026. Ce déplacement intervient dans un contexte marqué par le débat autour des élections locales, dont la date n'a encore été fixée par le Gouvernement. Occasion également pour le Ministre de s'enquérir des conditions de travail des équipes, après une cyber-attaque majeure subie par la DAF en février 2026, entraînant la suspension de la production des cartes nationales d'identité.



- Ty Cherie

Le silence de Tiani devient de plus en plus lourd.

Alors que la situation suscite encore de nombreuses interrogations, une question demeure : est-elle réellement totalement sous contrôle ?

Pourquoi ce silence du général Tiani ? Dans un moment aussi sensible, les Nigériens sont en droit d'attendre une parole claire et rassurante de leur dirigeant.

Ty-Cherie



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Mali : 260 enfants bénéficient du statut de Pupilles de la Nation et de l'État



Le Gouvernement malien renforce son dispositif de protection sociale en faveur des enfants particulièrement vulnérables. Le Conseil des Ministres a adopté deux projets de décret accordant la qualité de Pupilles de la Nation à 247 enfants mineurs et le statut de Pupilles de l'État à 13 autres enfants abandonnés.

Les 247 nouveaux Pupilles de la Nation sont des enfants dont les pères ont perdu la vie au combat ou à la suite d'attaques terroristes. Par cette décision, les autorités entendent apporter une assistance durable aux familles directement frappées par les conséquences de la crise sécuritaire que traverse le pays.

Au total, 260 enfants bénéficieront ainsi des mécanismes de protection et d'accompagnement prévus par la législation malienne. Conformément à la loi adoptée en 2016, les bénéficiaires auront notamment droit à une prise en charge intégrale de leurs frais médicaux et scolaires.

Le dispositif prévoit également l'octroi de bourses pour la poursuite des études supérieures, afin de permettre aux enfants concernés de poursuivre leur parcours éducatif dans de meilleures conditions. Selon les situations particulières, certains bénéficiaires pourront également être placés dans des institutions spécialisées afin de recevoir un accompagnement adapté à leurs besoins.

L'adoption de ces deux projets de décret traduit la volonté de l'État d'assurer une protection particulière aux enfants privés de soutien parental en raison du terrorisme, des combats ou de situations d'abandon.

Au-delà de l'assistance matérielle, le statut de Pupille de la Nation constitue également une reconnaissance de la solidarité nationale envers les familles des personnes tombées dans l'accomplissement de leur devoir ou victimes des violences terroristes.

Avec ces nouvelles admissions, le Gouvernement réaffirme ainsi son engagement à ne pas laisser sans accompagnement les enfants confrontés aux conséquences humaines et sociales de la crise sécuritaire.

Arouna Sidibé

Mali : le difficile métier d'avocat au cœur des interrogations sur l'indépendance de la justice



Au Mali, l'exercice de la profession d'avocat suscite de nouvelles interrogations dans un contexte où certains dossiers judiciaires peuvent revêtir une forte sensibilité politique, institutionnelle ou sécuritaire. La situation de Me Mountaga Tall remet notamment au centre du débat la nécessité de garantir aux avocats la possibilité d'exercer librement leur mission de défense.

Selon le point de vue exprimé, l'un des dossiers sensibles pris en charge par Me Mountaga Tall concernait des militaires radiés des rangs de l'Armée malienne. En acceptant d'assurer leur défense et de porter juridiquement leurs contestations, l'avocat n'aurait pourtant fait qu'exercer une mission fondamentale de sa profession : défendre les intérêts de ses clients devant les juridictions compétentes.

Dans un État de droit, défendre une personne ne signifie ni approuver ses actes ni épouser ses positions. L'avocat constitue un acteur essentiel du fonctionnement de la justice. Son rôle consiste notamment à permettre à chaque justiciable de faire valoir ses droits et de bénéficier des garanties prévues par la loi.

C'est pourquoi toute pression, intimidation ou menace supposément liée à l'exercice de cette mission doit interpeller les institutions judiciaires et l'opinion publique. L'indépendance de l'avocat demeure indissociable de celle de la justice.

Au-delà du cas de Me Mountaga Tall, le débat pose donc une question fondamentale : quelle justice pour le « Mali Koura » ?

Les aspirations à la refondation du pays devraient également se traduire par une justice indépendante, impartiale et accessible à tous, sans distinction de statut, d'opinion ou de fonction.

Une justice saine et équitable constitue l'un des piliers de la confiance entre les citoyens et l'État. Protéger les magistrats, les avocats et les droits de la défense revient ainsi à protéger l'État de droit lui-même. Le Mali nouveau ne pourra durablement se construire sans une justice forte, indépendante et respectueuse des droits de chaque citoyen.

Fatou Sissoko

21e Sommet extraordinaire de l'Union africaine : Tiémoko Meyliet Koné appelle à s'attaquer aux causes profondes des conflits



Le Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire, Tiémoko Meyliet Koné, a pris part, ce dimanche à Luanda, en Angola, aux travaux du 21e Sommet extraordinaire de l'Union africaine, en qualité de représentant du Président de la République.

Cette rencontre de haut niveau a été l'occasion pour les dirigeants africains de se pencher sur les défis sécuritaires et politiques auxquels le continent reste confronté. Dans son intervention, Tiémoko Meyliet Koné a particulièrement insisté sur la nécessité de dépasser les seules réponses sécuritaires pour agir durablement sur les causes profondes de l'instabilité.

Selon le Vice-Président ivoirien, la prévention et le règlement des conflits passent notamment par une action déterminée contre la pauvreté, les inégalités sociales, l'exclusion ainsi que la faiblesse des institutions. Il a également souligné l'importance du respect des droits humains dans la construction de sociétés africaines plus stables, inclusives et résilientes.

Cette position traduit la volonté de la Côte d'Ivoire de contribuer aux efforts collectifs visant à promouvoir la paix et la stabilité sur le continent, dans un contexte marqué par la persistance de plusieurs foyers de tensions et de crises.

En marge des travaux du Sommet, Tiémoko Meyliet Koné a été reçu en entretien par le Président angolais, João Lourenço. Les échanges entre les deux personnalités ont porté sur les perspectives de renforcement des relations d'amitié et de coopération entre la Côte d'Ivoire et l'Angola.

Cette rencontre bilatérale témoigne de la volonté des deux pays de consolider leurs liens et d'explorer de nouvelles possibilités de coopération. Elle intervient également dans un contexte où le dialogue entre États africains apparaît essentiel pour apporter des réponses concertées aux défis de paix, de sécurité et de développement du continent.

Arouna Sidibé

Union africaine : Mahmoud Ali Youssouf salue l'engagement de João Lourenço en faveur de la paix



En marge des importantes rencontres de l'Union africaine organisées dans la capitale angolaise, le président de la Commission de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf, a été reçu à la Maison de l'État par le président angolais, João Manuel Gonçalves Lourenço, également désigné champion de l'Union africaine pour la paix et la réconciliation.

Cette audience s'est tenue à l'occasion de la 21e session extraordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine et de la 26e session ordinaire du Conseil exécutif, consacrées notamment au renforcement des mécanismes de prévention, de gestion et de résolution des conflits sur le continent.

Au cours de l'entretien, Mahmoud Ali Youssouf a exprimé sa gratitude au président Lourenço et au gouvernement angolais pour l'organisation de ces rencontres ainsi que pour l'accueil réservé aux différentes délégations présentes à Luanda.

Le président de la Commission de l'UA a particulièrement salué le leadership du chef de l'État angolais et son engagement en faveur de la paix, de la sécurité et de la réconciliation en Afrique. Il lui a également présenté un état des lieux de la situation sécuritaire sur le continent, confronté à plusieurs foyers de tensions et de conflits.

Les échanges ont aussi porté sur le rôle de l'Angola dans le processus d'intégration régionale et le développement économique africain. À ce titre, Mahmoud Ali Youssouf a souligné l'importance des infrastructures stratégiques, notamment le Corridor de Lobito, considéré comme un levier susceptible de renforcer les échanges commerciaux et la connectivité régionale.

Cette rencontre intervient dans un contexte où l'Union africaine entend renforcer ses instruments de prévention des crises et privilégier davantage les solutions africaines aux conflits qui fragilisent le continent.

Mahmoud Ali Youssouf a enfin renouvelé sa reconnaissance au président João Lourenço pour son implication constante dans les initiatives de règlement des conflits et de consolidation de la paix en Afrique.

Arouna Sidibé

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Après la tentative d'attaque contre le commissariat de Kignan : L'armée frappe plusieurs regroupements armés



Les Forces armées maliennes (FAMa) ont mené plusieurs frappes contre des regroupements qualifiés de terroristes dans les secteurs de Dogoni, dans la région de Sikasso, et de Macina. Ces opérations font suite à la tentative d'attaque visant le commissariat de Kignan, selon un nouveau communiqué de l'État-Major Général des Armées.

Revenant sur cette attaque, l'État-Major indique que deux motocyclettes appartenant au personnel du commissariat ont été incendiées. Du côté des assaillants, l'armée affirme avoir abattu un drone kamikaze, tandis que huit motocyclettes auraient été abandonnées lors du repli du groupe armé.

Après cette tentative d'attaque, les forces de défense ont engagé des opérations de filature, de surveillance et d'exploitation des renseignements recueillis sur le terrain. Ce dispositif aurait permis de suivre les mouvements des assaillants et d'identifier plusieurs zones de regroupement.

Selon le communiqué militaire, trois points de concentration de groupes armés terroristes ont ainsi été localisés dans le secteur de Dogoni, dans la région de Sikasso. L'État-Major estime à plus d'une

centaine le nombre d'individus présents sur ces différentes positions.

Ces sites abritaient également, selon la même source, d'importants matériels de guerre. Après leur localisation et l'analyse des renseignements disponibles, les positions ont été ciblées par les FAMa. L'État-Major affirme qu'elles ont été « traitées avec succès », sans toutefois communiquer, à ce stade, un bilan humain précis des frappes.

Les opérations militaires ne se sont pas limitées à la région de Sikasso. À quelques kilomètres au sud-est de Macina, d'autres points de regroupement de groupes armés ont également été détectés. Ces positions auraient, elles aussi, servi à abriter des matériels de guerre.

Après analyse et évaluation de la situation, l'armée indique avoir procédé à des frappes contre ces différentes zones. Là encore, aucun bilan définitif n'a encore été rendu public.

L'État-Major souligne que les opérations de surveillance et de reconnaissance se poursuivent dans l'ensemble des secteurs concernés. L'objectif est désormais d'évaluer précisément les effets des frappes, d'établir un bilan consolidé des opérations et de rechercher d'éventuels éléments armés ayant échappé aux interventions.

Cette nouvelle séquence opérationnelle illustre l'importance croissante du renseignement, de la surveillance aérienne et des frappes ciblées dans la stratégie des Forces armées maliennes face aux groupes armés opérant dans plusieurs régions du pays. La mention d'un drone kamikaze utilisé lors de la tentative d'attaque de Kignan témoigne également de l'évolution des moyens employés dans les affrontements.

Dans son communiqué, l'État-Major Général des Armées réaffirme la détermination des FAMa à poursuivre les opérations de sécurisation sur l'ensemble du territoire national avec « rigueur, professionnalisme et engagement ».

Les autorités militaires appellent enfin les populations à maintenir leur soutien et leur confiance aux forces engagées sur le terrain, alors que les opérations de reconnaissance se poursuivent en vue de déterminer le bilan définitif des frappes menées à Dogoni et dans le secteur de Macina.

Karamoko B Keita



Fonction publique des Collectivités territoriales : 19 732 candidats en compétition pour 684 postes d'enseignants



Le recrutement de nouveaux enseignants pour la Fonction publique des Collectivités territoriales suscite un engouement remarquable à travers le Mali. Ce samedi, 19 732 candidats ont pris part au concours direct organisé en vue de pourvoir 684 postes destinés à renforcer les effectifs de l'enseignement fondamental, du secondaire et de l'éducation spéciale.

Dès les premières heures de la matinée, les centres d'examen ont enregistré une forte affluence. Hommes et femmes, jeunes diplômés et enseignants en quête d'une intégration dans la Fonction publique se sont mobilisés dans les différentes régions du pays ainsi que dans le District de Bamako, témoignant de l'importance accordée à ce recrutement dans un contexte marqué par une forte demande d'emplois dans le secteur de l'éducation.

À Bamako, le lancement officiel des épreuves s'est déroulé au Lycée ASKIA Mohamed sous la présidence du Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du Gouvernement, le Général de Brigade Issa Ousmane COULIBALY, accompagné du Ministre de l'Éducation nationale, Amadou Sy SAVANE.

Avant le début des compositions, les deux membres du Gouvernement ont échangé avec les candidats. Ils leur ont adressé des messages d'encouragement, tout en les invitant à faire preuve de sérénité, de discipline et de confiance durant les épreuves. Cette présence ministérielle traduit l'attention particulière accordée par les autorités à cette opération de recrutement, considérée comme un levier essen-

tiel pour l'amélioration de la qualité du système éducatif.

Les candidats composent dans plusieurs disciplines correspondant aux besoins exprimés par les établissements scolaires. Les spécialités concernées couvrent notamment les mathématiques, la physique-chimie, l'histoire-géographie, la littérature, la coupe et couture ainsi que d'autres filières destinées à répondre aux exigences de l'enseignement général et technique.

Afin d'assurer le bon déroulement du concours, les autorités ont mis en place un important dispositif logistique. Au total, 24 centres d'examen et 469 salles ont été mobilisés à travers le territoire national.



Cette organisation vise à garantir des conditions optimales pour les milliers de candidats tout en assurant la transparence et la crédibilité du processus de recrutement.

Au terme de cette sélection, 684 enseignants seront admis à intégrer la Fonction publique des Collectivités territoriales. Ils seront déployés dans les différentes Académies d'Enseignement afin de renforcer les capacités des établissements du secondaire, du fondamental et de l'éducation spéciale, secteurs où les besoins en ressources humaines demeurent importants.

Dans une dynamique d'inclusion sociale, le concours prévoit également un quota de 15 % des postes réservé aux personnes vivant avec un handicap. Cette disposition traduit la volonté des pouvoirs publics de promouvoir l'égalité des chances et de favoriser une meilleure représentativité au sein de l'administration publique.

Au-delà des chiffres, cette opération de recrutement constitue une étape importante dans les efforts de renforcement du système éducatif national. En dotant les établissements scolaires de nouveaux enseignants qualifiés, les autorités entendent améliorer l'encadrement pédagogique, réduire les déficits en personnel enseignant et offrir de meilleures perspectives d'apprentissage aux élèves sur l'ensemble du territoire.

Karamoko B Keita

Paix au Sahel : Les femmes veulent passer du rôle de victimes à celui d'actrices des solutions



Face aux crises sécuritaires qui continuent de fragiliser le Sahel, une conviction s'impose de plus en plus parmi les décideurs et les organisations internationales : aucune stratégie de paix ne peut produire des résultats durables sans une participation effective des femmes. C'est autour de cette réalité que des femmes leaders venues des pays du Sahel et des États côtiers se sont retrouvées à Bamako du 26 au 28 août 2026, à l'initiative de l'Envoyée spéciale de l'Union africaine pour le Sahel.

Placée sous le thème « Plaidoyer en faveur du leadership des femmes pour la paix dans la région du Sahel et des pays côtiers », cette rencontre s'est voulue bien plus qu'un forum d'échanges. Elle a constitué une plateforme régionale destinée à renforcer les synergies entre les femmes engagées dans la médiation, la prévention des conflits, la cohésion sociale et la résilience communautaire.

Dans une région où les violences armées, les déplacements de populations et les fractures sociales affectent profondément les communautés, les femmes demeurent souvent les premières victimes. Pourtant, elles sont également parmi les premières à recréer le dialogue, à préserver les liens sociaux et à favoriser la réconciliation au sein des familles et des villages. Les participantes ont ainsi plaidé pour que cette contribution, souvent discrète, soit pleinement reconnue et intégrée dans les politiques publiques.

Les travaux ont permis aux représentantes de la société civile, aux institutions nationales et aux partenaires internationaux de confronter leurs expériences et d'identifier des pistes communes pour renforcer le leadership féminin. Au-delà des témoignages, les échanges ont mis en évidence l'urgence de créer davantage d'espaces permettant aux femmes d'influencer les décisions relatives à la paix, à la sécurité et à la gouvernance.



La cérémonie de clôture a réuni plusieurs personnalités, parmi lesquelles le Ministre d'État chargé de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, le Général de Corps d'Armée Ismaël WAGUÉ, la Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Mme Diarra Djénéba SANOGO, l'Envoyée spéciale du Président de la Commission de l'Union africaine sur les Femmes, la Paix et la Sécurité, la Représentante résidente d'ONU Femmes au Mali, ainsi que le Haut Représentant du Président de la Commission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel, Chef de la MISAHEL.

Les recommandations issues des trois jours de travaux mettent l'accent sur une plus grande implication des femmes dans les mécanismes de prévention des conflits, les processus de médiation et les instances de décision. Elles appellent également à un accompagnement renforcé des initiatives portées par les organisations féminines sur le terrain.

Dans son intervention, le Ministre d'État a salué la qualité des échanges et réaffirmé que les femmes ne doivent plus être considérées uniquement sous l'angle de leur vulnérabilité, mais comme des partenaires incontournables dans la construction de la paix et du développement durable.

À travers cette rencontre, Bamako aura surtout servi de cadre à une réflexion régionale sur un changement de paradigme : faire du leadership féminin non plus un simple objectif de représentation, mais un véritable instrument de stabilisation du Sahel. Un message qui dépasse les frontières du Mali et interpelle l'ensemble des pays confrontés aux défis de la paix et de la sécurité.

Yacouba Ongoiba

Gestion publique : Le Mali révise sa politique axée sur les résultats pour une Administration plus performante



Le ministère de la Refondation de l'État, chargé des Relations avec les institutions, entend placer davantage la performance, l'efficacité et la satisfaction des citoyens au cœur de l'action administrative. C'est dans cette perspective qu'un atelier national de validation du document révisé de la Politique nationale de Gestion axée sur les résultats (PN-GAR) et de son plan d'action 2026-2030 s'est ouvert, le mercredi 26 août 2026, au Centre international de conférences de Bamako (CICB).

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le ministre de la Refondation de l'État, chargé des Relations avec les institutions, Dr Yaya Gologo, accompagné de son collègue du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social, Dr Fassoun Coulibaly.

Organisé par le Commissariat au développement institutionnel (CDI), l'atelier réunit pendant trois jours différents acteurs appelés à examiner, enrichir et valider le document révisé de la PN-GAR ainsi que son plan d'action couvrant la période 2026-2030.

L'objectif est de parvenir, à travers une démarche participative, à un instrument capable d'améliorer durablement la performance de l'Administration publique malienne.

Dans son intervention, Dr Yaya Gologo a surtout insisté sur un changement fondamental de culture administrative : l'action publique ne doit plus être appréciée uniquement à travers les moyens financiers mobilisés, les activités organisées ou les procédures exécutées. Elle doit avant tout être évaluée sur la base des résultats effectivement obtenus et de leur impact sur les conditions de vie des citoyens.

Cette approche doit permettre de renforcer la planification des politiques publiques, d'améliorer l'utilisation des ressources de l'État, d'assurer un meilleur suivi des engagements pris par les administrations et d'accroître la qualité des services rendus aux populations.

La révision de la Politique nationale de Gestion axée sur les résultats apparaît ainsi comme l'un des instruments de modernisation de l'appareil administratif.

Pour le ministre de la Refondation de l'État, cette réforme s'inscrit pleinement dans la dynamique globale de transformation institutionnelle engagée par les autorités. Elle se veut notamment en cohérence avec les recommandations des Assises nationales de la refondation (ANR), les orientations du Cadre stratégique de la refondation de l'État (CSRE), mais également la vision prospective « Mali Kura ɲɛ taasira ka bɛn san 2063 ma ».



Au-delà de la validation technique du document, le principal défi sera désormais de faire de la culture du résultat une réalité dans le fonctionnement quotidien des administrations.

Dr Yaya Gologo a ainsi invité les participants à dépasser les considérations théoriques pour formuler des propositions concrètes, réalistes et applicables.

« Il ne s'agit pas simplement de valider un document. Il s'agit de nous accorder sur une nouvelle ambition pour notre Administration publique », a-t-il déclaré.

À travers le plan d'action 2026-2030, les autorités ambitionnent donc de consolider une Administration davantage responsable de ses performances, capable d'évaluer ses actions et surtout de rendre compte des résultats obtenus.

L'enjeu est de taille : faire de la Gestion axée sur les résultats non plus seulement un principe de gouvernance, mais une pratique administrative quotidienne au service d'un État plus efficace et plus proche des citoyens.

Yacouba Ongoiba

Refondation de l'État : Bandiougou Danté réaffirme la place stratégique des médias dans les grandes réformes



Le dialogue entre les pouvoirs publics et les organisations professionnelles des médias se renforce autour des grands chantiers de la Refondation. Le président de la Maison de la presse, Bandiougou Danté, accompagné de six représentants des organisations professionnelles des médias, a été reçu, le lundi 24 août 2026, par le ministre de la Refondation de l'État, chargé des Relations avec les institutions, Dr Yaya Gologo. Une rencontre qui confirme le rôle croissant de la presse comme interface entre l'État et les citoyens.

Cette audience s'inscrit dans une dynamique de rapprochement entre le ministère de la Refondation de l'État et la grande famille des médias maliens. Bandiougou Danté a rappelé que cette visite de courtoisie faisait suite à celle effectuée par Dr Yaya Gologo à la Maison de la presse, peu après sa prise de fonction.

Le président de la Maison de la presse a salué cette démarche du ministre, considérée comme une marque d'attention à l'endroit des professionnels de l'information. Il l'a également remercié pour l'accompagnement apporté à la première édition du Forum panafricain des médias (FOPAME 2026).

À travers cette démarche, Bandiougou Danté confirme son engagement en faveur d'une Maison de la presse ouverte au dialogue institutionnel, mais aussi capable de positionner les médias comme des acteurs incontournables des transformations en cours. Son leadership s'inscrit ainsi dans une volonté de fédérer les organisations professionnelles autour des grands enjeux nationaux, tout en renforçant leur participation au débat public.

Pour sa part, Dr Yaya Gologo a mis l'accent sur le rôle essentiel que doivent jouer les médias dans l'appropriation du Programme national d'éducation aux valeurs (PNEV) par les populations.

Cet instrument ambitionne notamment de contribuer à la transformation des comportements et à l'enracinement des valeurs indispensables à la construction d'une citoyenneté responsable. Dans cette perspective, la presse apparaît comme un relais privilégié pour expliquer les politiques publiques, sensibiliser les citoyens et favoriser leur adhésion aux objectifs de la Refondation.

Le ministre a également informé ses interlocuteurs de l'organisation, entre août et décembre 2026, des États généraux de l'Administration publique (EGAP). Ce vaste chantier doit permettre une réflexion approfondie sur la qualité du service public et les transformations nécessaires pour disposer d'une Administration davantage performante et proche des citoyens.

Dr Yaya Gologo souhaite, à cet égard, une forte implication des médias. Ceux-ci sont appelés à servir de trait d'union entre l'Administration et les populations, en expliquant les enjeux des EGAP, en favorisant la mobilisation citoyenne et en assurant la vulgarisation des principales recommandations.

Cette mission suppose également un accompagnement médiatique des réformes qui découleront de ces concertations.

La rencontre entre Bandiougou Danté et Dr Yaya Gologo traduit ainsi une convergence : la Refondation ne saurait réussir sans une information accessible et une participation citoyenne éclairée.

En maintenant le dialogue avec les institutions tout en mobilisant les différentes composantes de la profession, le président de la Maison de la presse entend faire des médias non de simples observateurs, mais des acteurs à part entière des grandes transformations du Mali.

Yacouba Ongoiba



CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Promotion des langues nationales : Elie Coulibaly présente « 1000 proverbes du terroir bamanan » au Premier ministre



La valorisation des langues nationales et la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel étaient au cœur d'une audience accordée, le jeudi 27 août 2026, par le Premier ministre, Chef du Gouvernement, le Général de Division Abdoulaye Maïga, à l'écrivain Elie Coulibaly. L'auteur est venu lui présenter son ouvrage « BAMANANNA NSANAW N'ANTALENW BA KELEN (1000) », un recueil consacré à la richesse des proverbes du terroir bamanan.

Publié à l'occasion de l'Année de la Culture au Mali, l'ouvrage rassemble 1 000 proverbes et entend contribuer à la préservation, à la transmission et à la promotion du bamanankan. Pour Elie Coulibaly, les proverbes constituent bien plus que de simples expressions populaires : ils renferment des enseignements profonds hérités de plusieurs générations.

L'auteur a notamment expliqué la portée du « Zana », présenté comme polysémique et porteur d'une importante dimension éducative. Transmis essentiellement par voie orale, ce patrimoine risque cependant de disparaître progressivement ou de perdre son sens originel en raison de mauvaises interprétations.

La sauvegarde de ces proverbes apparaît donc comme un enjeu culturel, linguistique mais également éducatif. Dans le contexte de la Refondation, le « Zana » pourrait notamment constituer un support pour l'éducation civique et morale, tout en participant à la valorisation des langues officielles du Mali.

Le Premier ministre Abdoulaye Maïga a félicité Elie Coulibaly pour cette production intellectuelle et culturelle. Il a estimé que l'ouvrage mérite d'être davantage vulgarisé, notamment au sein des systèmes éducatif et universitaire, afin que les nouvelles générations puissent bénéficier des enseignements véhiculés par ces proverbes.

L'audience s'est déroulée en présence du ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Mamou Daffé.

Fait hautement symbolique, les échanges se sont entièrement tenus en bamanankan, illustrant concrètement la volonté de promouvoir les langues nationales comme instruments de transmission du savoir, de l'histoire et des valeurs sociétales.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Union africaine : La Sierra Leone plaide pour un financement accru de la paix et de la sécurité



La Sierra Leone a réaffirmé son engagement en faveur d'une architecture africaine de paix et de sécurité plus solide, en appelant à un renforcement du financement des initiatives portées par le continent. Cette position a été exprimée par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Mohamed Rahman Swaray, lors de la 26e session extraordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine, tenue à Luanda.

Prenant la parole devant les représentants des États membres, le chef de la diplomatie sierra-léonaise a souligné que les défis sécuritaires auxquels l'Afrique est confrontée nécessitent une réponse durable, fondée non seulement sur les interventions militaires, mais également sur des investissements dans la prévention des conflits et le renforcement des institutions.

Selon Mohamed Rahman Swaray, une paix durable repose sur plusieurs piliers essentiels : la diplomatie préventive, une gouvernance inclusive, l'accès à la justice, les processus de réconciliation, l'autonomisation de la jeunesse ainsi que la consolidation d'institutions publiques fortes. Il a insisté sur le fait que ces leviers constituent les fondements d'une stabilité durable sur le continent.

Le ministre a également transmis les salutations du Président de la Sierra Leone, le Dr Julius Maada Bio, tout en réaffirmant le soutien constant de son pays aux solutions africaines pour résoudre les crises de paix et de sécurité. Il a rappelé que le leadership de l'Union africaine demeure indispensable pour relever les défis auxquels le continent est confronté.

Évoquant la question du financement, Mohamed Rahman Swaray a plaidé pour un approfondissement des partenariats avec les institutions financières africaines, le secteur privé et les partenaires au développement. Il a toutefois souligné que ces coopérations doivent respecter un principe fondamental : la maîtrise africaine des initiatives et le leadership des États du continent.

À travers cette intervention, la Sierra Leone réaffirme son attachement au multilatéralisme, à la diplomatie et aux solutions portées par les Africains eux-mêmes, estimant qu'une paix durable ne peut être garantie que par une approche préventive, inclusive et institutionnellement solide.

Arouna Sidibé

Sénégal : Aminata Touré assume sa fidélité à Diomaye et récuse toute responsabilité dans la brouille avec Sonko



Face aux accusations la présentant comme l'une des responsables de la discorde entre Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko, l'ancienne Première ministre Aminata Touré sort de son silence. Figure de poids du camp présidentiel, elle revendique clairement sa fidélité au chef de l'État et inscrit son engagement dans une logique de constance politique.

« Je n'ai aucune part de responsabilité dans cette discorde. Je n'ai fait que suivre la logique des choses », a déclaré Aminata Touré, rejetant catégoriquement les accusations selon lesquelles elle aurait contribué à détériorer les relations entre les deux principales figures issues de l'alternance politique sénégalaise.

Haut Représentant du Président de la République et superviseur général de Kiiraay – Les Patriotes Républicains, l'ancienne cheffe du gouvernement rappelle qu'elle avait choisi le camp de Bassirou Diomaye Faye bien avant son accession à la magistrature suprême. Elle avait notamment participé à la dynamique de la coalition « Diomaye Président » lors de la conquête du pouvoir.

Pour Aminata Touré, continuer à soutenir le président de la République constitue donc une question de cohérence et de fidélité à l'État et aux engagements pris devant les Sénégalais.

« Ce qui serait malsain, c'est d'appeler les Sénégalais à le porter au pouvoir et de lui mettre des bâtons dans les roues ensuite », a-t-elle martelé.

Cette sortie confirme le positionnement de plus en plus affirmé d'Aminata Touré dans l'espace politique gravitant autour du président Diomaye Faye. Ancienne Première ministre et personnalité rompue aux grandes batailles politiques sénégalaises, elle apporte au camp présidentiel son expérience, sa connaissance de l'État et son poids politique.

Dans un contexte marqué par les tensions entre anciens alliés, Aminata Touré entend ainsi apparaître comme un soutien assumé du chef de l'État. Sa ligne est claire : accompagner Bassirou Diomaye Faye dans l'exercice de son mandat plutôt que participer à son affaiblissement.

Arouna Sidibé

Japon : À qui profite la mascarade de Mme Takaichi au sanctuaire de Yasukuni ?



Le 15 août 2026, quatre-vingt-un ans jour pour jour après la capitulation sans condition du Japon, la Première ministre japonaise Sanae Takaichi a effectué un « salut à distance » en direction du sanctuaire de Yasukuni avant de participer à la « Cérémonie nationale de commémoration des morts de guerre ». Le sanctuaire de Yasukuni, qui honore 14 criminels de guerre de classe A de la Seconde Guerre mondiale, dont Hideki Tojo, est un véritable « sanctuaire des criminels de guerre ». Il n'a jamais été un simple lieu de culte, mais bien l'outil spirituel et le symbole du militarisme japonais.

La visite du sanctuaire par les politiciens de droite japonais a toujours été une mise en scène politique hautement symbolique. Cette série de « cultes des fantômes » vise d'abord à être vue par les conservateurs nationaux, afin de s'attirer leur électorat. Dans un contexte de virage à droite continu de la politique japonaise, la visite constitue une prise de position politique et un signal de loyauté adressé à certaines factions. En défiant ouvertement l'ordre international d'après-guerre et le jugement historique en visitant ce « sanctuaire des criminels de guerre », ces politiciens savent pertinemment que cela provoquera de vives protestations des pays voisins d'Asie et de la communauté internationale. Ils utilisent ces protestations pour attiser le nationalisme domestique, créant ainsi un terreau d'opinion favorable à l'accélération de leur « remilitarisation » et à la levée des contraintes imposées par la Constitution pacifiste. D'autre part, ils testent aussi, à chaque fois, le seuil de tolérance de la communauté internationale, mesurent le coût diplomatique, et repoussent les lignes rouges. La manœuvre s'adresse aussi à la jeunesse japonaise. Alors que les témoins directs de la guerre disparaissent, la droite japonaise s'emploie, par les visites au Yasukuni et la révision des manuels scolaires, à réécrire l'histoire. L'agression impériale devient « guerre de défense », les bourreaux deviennent des « âmes héroïques ». Il s'agit de façonner, par l'école et par le rituel, une nouvelle mémoire collective, débarrassée du poids des responsabilités de la guerre chez les jeunes.

Pour cette journée de la capitulation, Sanae Takaichi a imaginé une version « améliorée » de la mascarade. Plutôt que de franchir les portes du sanctuaire, elle a fait une offrande rituelle en sa qualité de présidente du Parti libéral démo-

crate (PLD) – et non de Première ministre – avant d'effectuer son « salut à distance » avec l'affectation qui la caractérise. Fait rarissime, trois cadres dirigeants du parti – le secrétaire général Shunichi Suzuki, la présidente du Conseil général Haruko Arimura et le président du Comité de stratégie électorale Yasutoshi Nishimura – s'y sont rendus ensemble. Quatre ministres en exercice les ont rejoints. Cette opération, à la fois discrète et « pompeuse », dégage une atmosphère pour le moins étrange. Le calcul de Sanae Takaichi est limpide : ne pas visiter mécontenterait sa base conservatrice, mais s'y rendre en tant que Première ministre l'exposerait à un bras de fer diplomatique avec la Chine et la République de Corée. Elle a donc conçu un compromis sur mesure.

Malgré les condamnations nationales et internationales, Sanae Takaichi tient à son « culte des fantômes » : un salut à distance reste une forme de culte. Au vu de la cote de popularité précaire de son cabinet, c'est pour elle le moyen le moins coûteux et le plus direct de prouver sa « loyauté » à l'électorat conservateur. La visite collective des cadres du PLD envoie par ailleurs un signal politique clair : les modérés du parti ont été définitivement marginalisés. Les ultra-conservateurs, menés par Sanae Takaichi, capitalisent politiquement en se forgeant une image de fermeté « patriotique », entraînant le PLD et l'ensemble de la vie politique japonaise dans un virage à l'extrême-droite. La visite de Yasukuni est en train de passer d'une mise en scène individuelle à une position collective institutionnalisée par le parti au pouvoir.

Cette visite n'est pas un simple coup de théâtre politique isolé. Elle s'inscrit dans une boucle de renforcement mutuel avec l'expansion réelle de la politique de défense japonaise. Avant et après l'événement, Tokyo a accéléré sa « remilitarisation » : le budget de la défense pour l'exercice 2026 a atteint un record historique (environ 9 040 milliards de yens) et devrait continuer d'augmenter. Sur le plan opérationnel, le Japon a déployé pour la première fois sur son territoire des missiles à longue portée capables de « frapper des bases ennemies », a levé l'interdiction d'exporter des armes meurtrières et tente de faire de l'industrie militaire un nouveau pilier de sa relance économique.

Le « salut à distance » de Sanae Takaichi au « sanctuaire des criminels de guerre » ne relève pas d'une simple spéculation politicienne : c'est une mobilisation idéologique soigneusement orchestrée, destinée à offrir un sacrifice spirituel pour permettre au Japon de briser sa Constitution pacifiste et de reprendre la voie d'une grande puissance militaire. Alors que la « visite des esprits » passe d'un spectacle solitaire de l'extrême-droite à la volonté collective du parti au pouvoir, et que le révisionnisme historique se lie intimement à l'expansionnisme militaire, le Japon est devenu une menace concrète pour la paix et la stabilité régionales. Les leçons de l'histoire sont encore fraîches : une « remilitarisation » guidée par une vision erronée de l'histoire ne fera que pousser le Japon sur une voie périlleuse. La communauté internationale, la Chine en tête, doit maintenir une vigilance sans faille face à cette dérive. #The Takaichi fallout

Par LIU Yuting, journaliste de CGTN Français



Sommet de l'OCS 2026 : Renforcer les liens pour plus de stabilité et de solidarité



Bichkek, la capitale du Kirghizistan, accueille les 31 août et 1er septembre le Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) 2026. Cette année marque le 25e anniversaire de la création de l'OCS et il se déroule dans un contexte marqué par des tensions internationales et régionales. L'enjeu du présent sommet est de consolider le statut de l'OCS en tant que pilier de stabilité dans un ordre mondial en pleine mutation. Il est question pour les pays membres de l'Organisation de travailler à la consolidation des liens régionaux, au renforcement de la coopération économique et technologique. L'esprit de Shanghai, qui se résume en la confiance mutuelle, l'égalité, l'intérêt commun, la consultation et le respect des civilisations, doit être vivifié à cette occasion pour mieux encourager la multipolarité dans la gouvernance mondiale.

Comment porter véritablement l'ambition d'un monde multipolaire ? C'est en œuvrant à une convergence de vues entre pays membres de l'OCS. Pour contrecarrer les relents hégémoniques et protectionnistes qui compromettent les principes qui guident les relations internationales, il est de la responsabilité des pays membres d'instances comme l'OCS de transcender leurs différends bilatéraux et régionaux afin de jouer le rôle de contrepoids face au piétinement du droit international. En 25 ans d'existence, l'OCS a su rassembler plusieurs pays autour de ses idéaux de combat contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Ce quart de siècle de vie de l'OSC ouvre un nouveau chapitre avec des défis nouveaux qui impliquent, entre autres, l'économie et la technologie.

L'épouvantail des tarifs douaniers brandi ces dernières années a quelque peu perturbé les échanges commerciaux à l'échelle de la

planète. D'autres conflits comme celui des États-Unis contre l'Iran ont aussi chamboulé les flux commerciaux à travers le monde. Face à ces situations, l'OCS n'a d'autre choix que de renforcer ses liens, de trouver le juste compromis pour mieux agir. C'est dans une solidarité au-dessus des divergences que les pays de l'OCS sauront proposer une alternative qui préserve l'intérêt commun. Et Bichkek offre une occasion idéale aux dirigeants de l'OCS pour prendre les engagements appropriés.

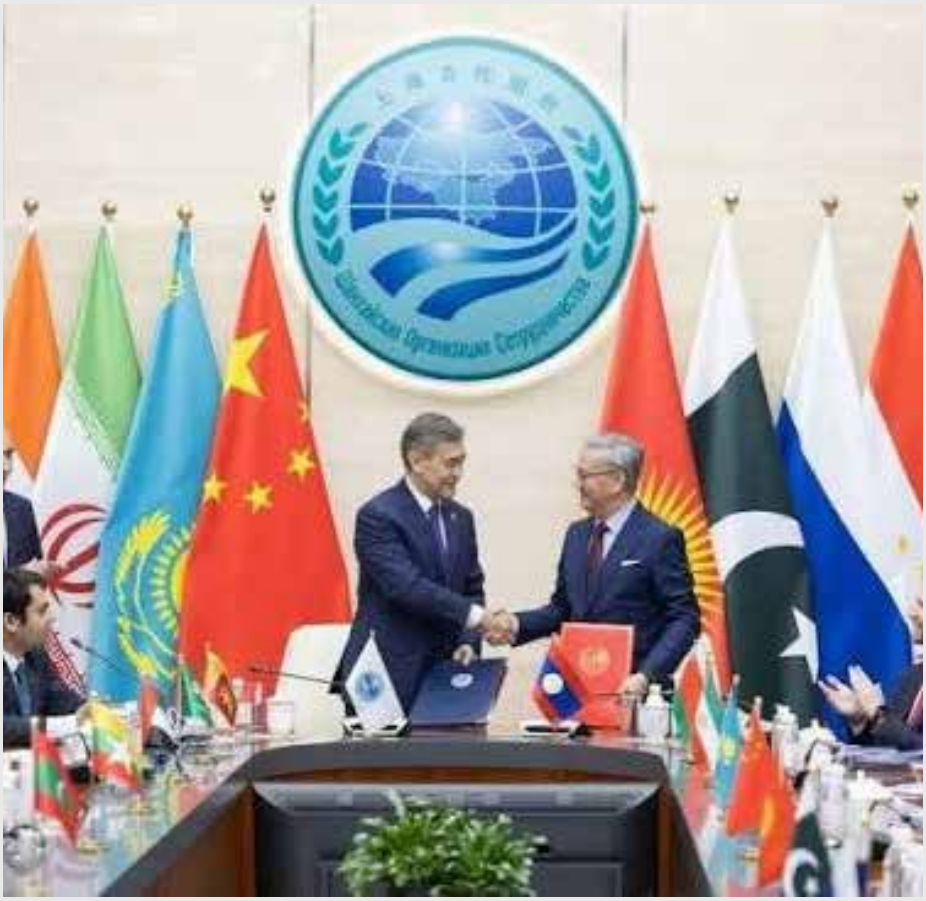
La coopération dans le domaine technologique est plus qu'un impératif entre les pays membres de l'OCS. L'intelligence artificielle est en train de configurer une réalité du monde. Elle inaugure une nouvelle ère qui modifie les sociétés. Une coopération fructueuse s'impose pour permettre à l'ensemble des pays du monde de profiter des avantages qu'offre cette technologie. Les pays membres de l'OCS devraient créer les passerelles qui permettent à tous les pays, surtout du Sud global, de saisir les opportunités qu'offre l'IA. Défendre l'équité et l'égalité consiste aussi à lutter contre la fracture numérique dans les pays en développement.

Prôner le multilatéralisme, c'est pour promouvoir un développement de qualité, une coopération mutuellement bénéfique sur tous les fronts et ouvrir des horizons d'espoir pour l'avènement de la communauté d'avenir partagé pour l'humanité. L'OCS constitue un bloc capable d'apporter un équilibre dans la gouvernance mondiale, d'autant plus qu'elle représente presque la moitié de la population mondiale et 23,5 % du PIB de la planète. À ce titre, l'OCS doit peser de tout son poids dans les décisions qui embrassent le sort de l'humanité tout entière.

Les efforts des pays comme la Chine qui appellent à un ordre international multipolaire devraient être soutenus par les autres membres de l'Organisation. En proposant en septembre 2025 l'Initiative pour la gouvernance mondiale, la Chine soutient, par exemple, l'approche de l'OCS qui plaide pour une coopération mutuellement avantageuse en matière de sécurité, de développement économique et d'échanges entre les peuples.

En tant que plate-forme de promotion de la paix, de la diversité culturelle et d'une gouvernance inclusive, l'OCS souhaite une coopération fondée sur le respect mutuel et l'inclusion. Créée le 15 juin 2001, l'OCS comprend dix États membres que sont la Biélorussie, l'Inde, l'Iran, le Kazakhstan, la Chine, le Kirghizistan, le Pakistan, la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, et 17 pays observateurs ou partenaires, parmi lesquels l'Afghanistan, la Mongolie, l'Égypte, le Népal, le Qatar, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et la Turquie.

Source: cgtn.com



Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Tournoi UFOA-A U17 : Le Mali connaît désormais son calendrier pour la course à la CAN



Les Aiglonnets du Mali sont désormais fixés sur leur parcours au tournoi de l'Union des Fédérations Ouest-Africaines Zone A (UFOA-A), qualificatif pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations U17. Placée dans le groupe B, la sélection malienne disputera trois rencontres décisives face au Libéria, à la Guinée-Bissau et à la Guinée avec, en ligne de mire, une place en demi-finales.

L'UFOA-A a officiellement dévoilé le calendrier de la phase finale de cette compétition très attendue. Le sélectionneur malien, Sekou Seck, et ses protégés disposent ainsi d'une feuille de route précise pour préparer leur entrée en lice.

Le Mali débutera son aventure le mardi 8 septembre 2026 face au Libéria. Une première confrontation importante pour les Aiglonnets, qui chercheront à prendre rapidement des points afin d'aborder la suite de la compétition dans les meilleures conditions.

Trois jours plus tard, soit le vendredi 11 septembre, les jeunes Maliens retrouveront la Guinée-Bissau pour leur deuxième sortie. Cette rencontre pourrait déjà peser lourd dans la course aux demi-finales.

Enfin, le Mali bouclera la phase de groupes le lundi 14 septembre 2026 face à la Guinée. Ce derby ouest-africain pourrait constituer l'un des principaux chocs de la poule B et éventuellement déterminer le classement final.

Le règlement du tournoi est clair : à l'issue des rencontres de poules, les deux premières équipes de chaque groupe décrocheront leur billet pour les demi-finales. La marge d'erreur sera donc réduite pour chacune des sélections engagées.

Pour Sekou Seck et ses joueurs, l'objectif sera d'abord de franchir cette première étape avant de penser à la qualification continentale.

Habitué des grandes compétitions africaines de jeunes, le Mali entend une nouvelle fois faire valoir la qualité de sa formation. Les Aiglonnets devront toutefois faire preuve de régularité, de discipline et d'efficacité durant ces trois rendez-vous pour poursuivre leur aventure et se rapprocher de leur objectif majeur : décrocher leur qualification pour la CAN U17.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com